

Les grands défis de l'École dans une société mondialisée : de quelle École avons-nous besoin ?

Soazig Le Nevé¹ introduit la table ronde par trois problématiques qui la structureront : Demain l'enseignant disparaîtra-t-il au profit de l'ordinateur ? L'enseignant va-t-il être dépossédé de sa tâche par les sciences cognitives ? Quelles seront les missions de l'école et comment y parvenir ?

Éric Charbonnier² commence par rappeler **les défis** auxquels l'École française est aujourd'hui confrontée. Alors que le monde est volatil, incertain, complexe et ambigu, notre génération n'arrive pas à en résoudre aisément les enjeux (climat, migrations, etc.). Il en déduit qu'un système basé sur l'individualisme ne suffira pas ; il disparaîtra pour laisser place aux compétences, aux valeurs telles que l'autonomie, l'esprit d'équipe, l'esprit de réflexion, l'endurance, le sens de la communication. Par conséquent l'école de demain doit penser cette évolution dans ses programmes. Ce monde qui fait peur a aussi quelques avantages (intelligence artificielle, biotechnologies) mais demande des incitations plus fortes sur la formation. Pour cela, rapprocher le monde de l'éducation et l'entreprise est important.

Dans ce monde qui change, l'apport des **sciences cognitives** vient compléter le travail de l'enseignant notamment sur la connaissance des **besoins des élèves**. Comme l'explique Elena Pasquinelli³, les sciences cognitives ne sont pas une solution miracle, elles ne sont qu'un soutien au métier compliqué de l'enseignement. Les sciences cognitives peuvent fournir des connaissances aux enseignants, mais ces derniers sont aussi en contact avec le terrain qui permettra aux sciences cognitives de progresser pour les nourrir en retour. Ces deux mondes ont tout à gagner d'une coopération. L'objectif commun est la meilleure adaptation et personnalisation de l'action de l'enseignant pour chaque élève. Les sciences cognitives ne doivent pas non plus être réduites aux "neurosciences" : l'imagerie cérébrale n'est qu'un élément, aux côtés de plusieurs branches de la psychologie et d'autres disciplines qui toutes ensemble constituent les sciences de l'apprendre. Elles ne s'opposent pas à l'enseignant mais le complètent.

Les travaux d'Elise Huillery⁴ montrent que les élèves et adultes français se distinguent de leurs pairs de l'OCDE par un **déficit** dans deux dimensions : l'une, comportementale (estime de soi, persévérance, anxiété, pessimisme) ; l'autre, sociale (coopérer, travailler *réellement* en équipe, se refréner dans ses impulsions, s'autodiscipliner dans les rapports aux autres). Ces compétences ont en elles-mêmes un impact sur la réussite scolaire, professionnelle et personnelle. *A fortiori* dans une économie mondialisée où le rendement de ces compétences est croissant. L'école doit donc chercher à améliorer la **confiance** et la

¹ Journaliste au journal Le Monde (Campus)

² Expert éducation à l'OCDE

³ Membre associée à l'Institut Jean Nicod (études de la cognition, ENS de Paris) et membre de la fondation La main à la pâte

⁴ Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine et membre du Conseil d'analyse économique

collaboration, ce qui implique, pour Elise Huillery, une réforme des pratiques pédagogiques et de la formation des enseignants. La **mobilité professionnelle** tout au long de la vie étant un enjeu de demain, Jean-Louis Gouju⁵ insiste sur la nécessaire identification des compétences qui la permettront. Ces compétences auparavant restreintes au champ académique (e.g. numérique, langues) sont à présent nécessaires à l'épanouissement professionnel et personnel. Il s'agira donc de mesurer l'acquisition de ces compétences par les élèves et de leur communiquer qu'ils *savent faire* dans le but d'accroître leur confiance. L'enseignement et l'entreprise ont les mêmes enjeux sur ces compétences sociales, leur travail commun est donc favorable. Nathalie Mons⁶ ajoute que les lycéens pensent majoritairement comprendre l'actualité mais ne sentent pas qu'ils ont les compétences à participer à la vie politique. Ils ont une "tête bien faite" mais il reste à accompagner ce désir d'être actif comme adulte dans la vie citoyenne et politique.

A la lumière de comparaisons internationales, Éric Charbonnier apporte une nuance sur l'**usage du numérique**. Il apparaît que seul un usage *modéré* du numérique (quelques heures dans une semaine à l'école ou au collège) permet d'obtenir de bonnes performances. Quand l'usage est intensif (tous les jours), on observe une baisse de la concentration des élèves, donc une baisse de performance. L'outil numérique doit être vu comme un point d'appui occasionnel pour l'enseignant dans la mesure où il peut le décharger de tâches basiques, lui permettant de se concentrer sur d'autres tâches plus complexes et adaptées à chaque élève. Éric Charbonnier souligne que pour améliorer le système éducatif, mettre des ordinateurs dans les mains des élèves ne suffit pas.

Les échanges entre les intervenants abordent alors la question des **évaluations standardisées (à l'école et au collège)** dont les corrections sont centralisés. Elena Pasquinelli explique que l'outil introduit est complémentaire et non substitutif aux pratiques actuelles. Il permettra des comparaisons qui sont aujourd'hui impossibles. En complément de l'évaluation formative pour mesurer jour par jour la progression de ses élèves et l'impact de ses pratiques pédagogiques, les outils d'évaluation nationale permettent à l'enseignant de se positionner par rapport au système national. Ils permettent aussi de connaître les obstacles de manière scientifique : *tester* les méthodes pour les évaluer et chercher à les améliorer. Enfin, cet outil apportera une connaissance du niveau initial des élèves. En effet, il est nécessaire de mesurer le point de départ pour pouvoir personnaliser la réponse, en donner une plus massive à ceux qui arrivent avec un retard en CP. Ces écarts vont se creuser, on le sait. Il faut donc **mieux connaître pour mieux agir**. Ces évaluations nationales étaient déjà préconisées par le rapport du Cnesco sur les inégalités sociales à l'école, comme le souligne Nathalie Mons. Ceci est justifié par leur capacité à donner une référence, notamment dans les écoles qui accueillent des publics défavorisés. En définitive, l'important n'est pas l'outil mais le cadre et les conditions de son utilisation : les enseignants peuvent-ils faire des retours et améliorer l'outil ?

⁵ Délégué général du Conseil national éducation économie (CNEE)

⁶ Présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco)

Permet-il de voir les résultats précis des élèves qui éclairent sur les compétences des élèves ?

Les échanges des intervenants montrent que des disciplines différentes convergent vers les mêmes constats. Comme le détaille Elise Huillery, la France se distingue par son usage de l'évaluation, majoritairement sommative plutôt que formative. Si des enseignants ont l'impression d'avoir fait une révolution en passant de la note chiffrée au point rouge, l'effet reste délétère sur la motivation et la scolarité. Dans d'autres pays on évalue les apprentissages en donnant des indications pour améliorer, évaluer la réussite, aller plus loin et pas seulement sanctionner un niveau. Si l'outil numérique n'est pas nécessaire pour personnaliser l'enseignement, il peut aider. Mais le vrai sujet est la **transformation des pratiques pédagogiques**. Le travail en groupe en France n'est pas coopératif : chacun accomplit un travail individuel au sein d'un groupe. La cause en est soulignée par Elise Huillery : nos enseignants sont moins formés qu'ailleurs sur le plan pédagogique, en formation initiale et continue, ce qui pénalise notre système éducatif.

Dès lors, la question épineuse est posée à Éric Charbonnier : peut-on faire une réforme de la formation des enseignants sans moyens financiers ? Il s'agit de cibler les réformes. Le premier objectif doit être la **formation** des enseignants. Le système français souffre aussi d'un grand **manque de coopération** entre enseignants, au sein des établissements : ceux-ci n'échangent pas en cas de difficulté. En outre, le chef d'établissement ne va pas voir les enseignants dans leurs classes, comme ce peut être le cas dans d'autres pays. Les évaluations nationales permettront de comprendre pourquoi deux établissements identiques obtiennent des résultats différents. Pour Éric Charbonnier, on a trop peur du mot évaluation en France, que l'on assimile à une sanction. Il s'agit plutôt de voir le côté positif de la chose : on a toujours intérêt à se comparer aux autres pour chercher par quels moyens s'améliorer.